



Dossier thématique de la Groupe Financement
du développement de la société civile

ENTREPRISES ET FINANCE PRIVÉES





POURQUOI CE DOSSIER ET DE QUOI S'AGIT-IL ?

Le moment est venu pour les organisations de la société civile (OSC) et les mouvements sociaux du monde entier de s'unir derrière un appel fort pour une transformation systémique de l'architecture financière mondiale et de la division mondiale du travail, en vue d'une reprise post-COVID-19 juste, écologiste, saine et féministe. Et l'ONU, seule institution mondiale mandatée pour relever les défis économiques et sociaux où les pays en développement sont sur un pied d'égalité, est le lieu pour accomplir ceci. C'est là qu'intervient le processus de financement du développement (FdD) des Nations unies, un espace qui permet de faire avancer les changements systémiques dont nous avons besoin de toute urgence.

Ce dossier qui traite des entreprises et de la finance privées fait partie d'une boîte à outils plus générale qui présente le processus FdD et le rôle qu'y a le Groupe FdD de la société civile et en s'adressant au public non spécialiste a pour objectif de tenter de rendre plus compréhensible le processus FdD et plus accessibles ses domaines interdépendants¹.

Dans ce dossier, nous abordons de manière critique la dépendance excessive à l'égard des financements et des entreprises privées et l'accent mis sur les politiques visant à attirer davantage d'investissements privés en tant que stratégies clés pour atteindre les Objectifs de développement durable (ODD) convenus en 2015. Nous soulignons ensuite comment le fait de façonner la prise de décision sur la gouvernance économique mondiale à l'ONU offre la capacité de débloquer les obstacles actuels à la mobilisation de ressources publiques pour le développement et de soutenir une transition vers des économies plus durables et diversifiées.

Le groupe Financement du développement de la société civile

Le groupe SC FdD est le mécanisme de coordination de la société civile pour l'engagement collectif dans le processus FdD. Le groupe est actif dans sa forme actuelle (liste de distribution GSEG — Global Social Economy Group) depuis la conférence de Doha de 2008 de suivi sur le financement du développement, bien que la plupart de ses membres soient actifs depuis la conférence FdD de Monterrey de 2002. Il s'agit d'une liste virtuelle ouverte qui inclut plusieurs centaines d'organisations et de réseaux de diverses régions et circonscriptions du monde. Le principe fondateur du groupe SC FdD est de veiller à ce que la société civile puisse parler d'une seule voix collective. Pour rejoindre le groupe SC FdD, il suffit de remplir le questionnaire suivant (en anglais) : csoforffd.org/join-the-cso-ffd-group

¹ <https://csoforffd.org/2021/09/27/introtoffd/>

LES DÉFIS

Alors que la pandémie mondiale et les crises économiques, sociales, politiques et climatiques interdépendantes nous ont forcés à reconnaître notre interdépendance mondiale, la capacité à répondre aux crises actuelles s'est avérée profondément inégale entre le Nord et le Sud de la planète. Après des décennies de déréglementation économique et d'austérité, associées à un colossal service de la dette, à un espace fiscal restreint et à des privatisations, les pays en développement affrontent ces crises en position d'extrême vulnérabilité sur le plan sanitaire, mais aussi économique. Les règles qui régissent l'hypermondialisation, à savoir la libéralisation des échanges et des investissements, la déréglementation financière et les réductions d'impôts sur les sociétés, ont amplifié les inégalités au sein des pays et entre eux, conduit à une concentration accrue des marchés, contribué à une destruction écologique généralisée, à un sous-financement des services publics et à des progrès insuffisants vers une protection sociale universelle, autant de facteurs qu'il est désormais impossible d'ignorer.

Depuis les années 1980 et 1990, les prescriptions politiques de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international aux pays bénéficiaires de l'aide ont été guidées par la conviction inébranlable que des marchés non réglementés alloueraient efficacement les ressources économiques de manière à maximiser le bien-être global². Cela a également signifié que, pour recevoir l'aide de ces institutions, les gouvernements devaient mettre en œuvre un ensemble de politiques économiques néolibérales. Ces politiques comprenaient l'assainissement budgétaire (austérité), la réduction des contrôles des capitaux transfrontaliers, la libéralisation du commerce, l'élimination des subventions agricoles, la privatisation de services publics tels que l'eau, l'énergie, la santé et l'éducation, et autres mesures telles que l'autorisation pour les investisseurs étrangers de posséder et d'exploiter des ressources naturelles³. Ces politiques ont contribué à consolider le modèle actuel d'hypermondialisation et de division internationale du travail, où la production, le commerce et la consommation se font par le biais de chaînes de valeur mondiales (CVM), un modèle largement piloté par les sociétés transnationales (STN) basées dans les économies industrialisées⁴. Cependant, plutôt que de générer de la valeur, les CVM ont en fait accaparé la valeur des économies en développement en extrayant du Sud les produits primaires, où les coûts de main-d'œuvre et autres coûts de production pouvaient être réduits au minimum, et en exportant produits manufacturés et services à travers le monde. Ce modèle a également créé des externalités gigantesques liées à l'exploitation des ressources : dommages environnementaux, déplacement de communautés, violation des droits humains et des droits du travail, mépris des rôles sociaux de reproduction et de soins, et a aussi eu d'importants impacts sociaux, culturels et sanitaires.

2 http://inctpped.ie.ufrj.br/spiderweb/pdf_2/3_frenkel_capital_market.pdf

3 <https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S030691921730893X>

4 <https://www.oecd-ilibrary.org/sites/095705eb-en/index.html?itemId=/content/component/095705eb-en>

Les mesures de libéralisation des marchés ont de même largement contribué à l'essor actuel de la finance mondiale — tant en termes de volume de la richesse financière mondiale que de rôle et de pouvoir des acteurs financiers sur l'ensemble de l'économie. Les intermédiaires financiers, tels que les banques, les investisseurs institutionnels et les gestionnaires d'actifs, possèdent et gèrent une part croissante des actifs financiers. Ces nouveaux acteurs détiennent des actifs financiers évalués à plus de 378,9 trillions USD qui ont augmenté de 5,9 % en glissement annuel depuis 2012⁵ et qui ont atteint des sommets au dépit de la pandémie⁶. Les dirigeants et autres actionnaires des entreprises bénéficient de rendements et d'avantages financiers croissants au détriment des salaires, des conditions de travail et des investissements productifs⁷. Rien qu'entre le début de la pandémie de COVID-19 et le début du mois de juin 2020, sept des personnes les plus riches du monde ont vu leur fortune augmenter de plus de 50 %, tandis que des millions de personnes perdaient leur emploi et que des pays connaissent des taux de chômage record⁸. Avec beaucoup d'argent supplémentaire à dépenser, les élites financières réinvestissent celui-ci en campagnes de lobbying et campagnes politiques pour continuer à faire augmenter leur richesse, leurs privilèges et leur influence sur les processus politiques et législatifs. Tout cela a contribué à façonner et à maintenir une architecture financière mondiale profondément antidémocratique, où les décisions qui nous concernent tous manquent de transparence et de responsabilité et sont prises dans des clubs dirigés par le Nord, tels que le G7, le G20 ou l'OCDE.

Après des décennies de tâtonnements, les réformes politiques promues par la Banque mondiale et le FMI ont en fait rendu les États plus pauvres⁹ et ont enfermé de nombreux pays dans des activités à faible valeur ajoutée, limitant leur capacité à mobiliser des ressources publiques nationales pour financer leurs propres plans de développement. Ce qui était présenté comme une situation gagnant-gagnant a poussé la dette souveraine et la dette des ménages à des niveaux insoutenables¹⁰, et également à la dépendance et à la vulnérabilité à l'égard de marchés financiers volatils¹¹. Pourtant, au lieu de s'attaquer aux défaillances structurelles inhérentes aux systèmes économiques actuels, les espaces de gouvernance économique mondiale mettent en très bonne place comme solution principale pour atteindre les ODD une plus grande dépendance à l'égard des investissements et des financements privés¹². Dans ce dossier, nous examinons ces défis en matière de développement à travers les deux points d'entrée principaux que sont 1) le financement privé et 2) les entreprises privées.

5 <https://www.oecd-ilibrary.org/sites/095705eb-en/index.html?itemId=/content/component/095705eb-en>

6 <https://www.bcg.com/press/10june2021-despite-covid-19-global-financial-wealth-soared-record-high-250-trillion-2020>

7 UNCTAD 2017 in P. Gallagher, Kevin and Kozul-Wright, Richard, A New Multilateralism for Shared Prosperity: Geneva Principles for a Global Green New Deal (UNCTAD and Global Development Policy Center, 2019) https://unctad.org/system/files/official-document/gp_ggnd_2019_en.pdf

8 Woods, Hiatt, How Billionaires Got \$637 Billion Richer during the Coronavirus Pandemic. Business Insider, (Business Insider, August 3, 2020). <https://www.businessinsider.com/billionaires-net-worth-increases-coronavirus-pandemic-2020-7>.

9 <https://investmentpolicy.unctad.org/blogs/60/the-fiscal-costs-of-ppps-in-the-spotlight>

10 <https://undocs.org/Home/Mobile?FinalSymbol=A%2FHRC%2F43%2F45&Language=E&DeviceType=Desktop>

11 <https://www.oecd.org/coronavirus/policy-responses/covid-19-and-global-capital-flows-2dc69002/>

12 <https://policydialogue.org/files/publications/papers/Global-Austerity-Alert-Ortiz-Cummins-2021-final.pdf>

1 La panacée en matière de développement : attirer davantage de financement privé

Le rôle central qu'a endossé le financement privé dans le processus du FdD est inquiétant. Les pays donateurs ont promu un agenda qui repose essentiellement sur l'utilisation de l'argent public, y compris l'Aide publique au développement (APD) et les institutions publiques telles que les banques multilatérales de développement (BMD), pour mobiliser des fonds privés. Des instruments divers ont été utilisés pour mettre en œuvre ce programme, y compris les financements mixtes, les partenariats public-privé (PPP) et les garanties de risque. Mais au lieu d'offrir des solutions durables, catalyser l'investissement privé à grande échelle peut en fait compromettre les objectifs de politique publique visant le développement durable dans le Sud, éroder encore plus le rôle et la capacité des États à fournir des services publics essentiels pour garantir les droits humains, le développement et la résilience climatique, et rendre les pays plus vulnérables aux crises de la dette.

Le financement privé est de plus en plus considéré comme essentiel pour atteindre les ODD et est emblématique du tournant privé/entreprise qui caractérise le financement du développement depuis les années 2000¹³. Cette approche soulève toutefois de nombreuses inquiétudes, notamment : qui sont les acteurs impliqués, comment mesurer ses impacts (y compris les impacts indésirables), qui sont les bénéficiaires et comment est-elle réglementée. La plupart des pays donateurs et des BMD ont soutenu avec enthousiasme l'utilisation croissante d'outils variés visant à tirer parti des financements privés, tels que les financements mixtes et les partenariats public-privé (PPP), notamment dans leur réponse aux crises déclenchées par la pandémie de COVID-19¹⁴.

La justification de cette quête incessante pour attirer davantage d'investissements privés et pour créer de nouvelles opportunités d'investissement privé découle d'une interprétation des contraintes de développement comme étant dues à un « déficit de financement »¹⁵. La Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) a calculé que le déficit de financement annuel dans les pays en développement pour atteindre les ODD s'élevait à 2,5 trillions USD¹⁶. Dans le cadre de ce débat, le Groupe de la Banque mondiale, mais aussi d'autres institutions telles que le G20 ont fait valoir que l'un des principaux problèmes auxquels les pays sont confrontés lorsqu'il s'agit d'atteindre les ODD et d'aligner leurs actions sur l'Accord de Paris sur le climat est que les niveaux mondiaux d'investissement, en particulier les investissements dans les infrastructures, sont trop faibles. Et le remède présenté face à ce diagnostic de « déficit de financement » du développement est une augmentation des approches du financement du développement axées sur le secteur privé. Cette réponse politique est également motivée par les intérêts des investisseurs institutionnels

¹³ Van Waeyenberge, Elisa (2015) The Private Turn in Development Finance. FESSUD: Working Paper Series, 140. https://eprints.soas.ac.uk/22273/1/FESSUD_Working%20Paper%20Series%20Templated606PII.pdf

¹⁴ https://www.eurodad.org/rebuilding_better; <https://www.wemos.nl/en/publicfirstinhealth/>

¹⁵ [https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2020/603486/EXPO_STU\(2020\)603486_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2020/603486/EXPO_STU(2020)603486_EN.pdf)

¹⁶ <https://unctad.org/press-material/developing-countries-face-25-trillion-annual-investment-gap-key-sustainable>

mondiaux à la recherche d'opportunités commerciales rentables et stables qui correspondent à la masse de leur richesse — en décembre 2019, les plus grands gestionnaires de fonds du monde détenaient un niveau d'actifs jamais atteint, dépassant les 100 trillions USD¹⁷. Ces actifs sont censés générer constamment des bénéfices toujours plus élevés.

Cependant, les organisations de la société civile s'inquiètent du fait que l'impact à long terme de cette approche sur le développement n'a pas été suffisamment considéré. Dans de nombreux cas, ces instruments financiers se sont avérés problématiques à plus d'un titre, tant dans les pays développés que dans les pays en développement. L'expérience montre que les projets PPP ont tendance à être plus coûteux que les projets à financement public et qu'ils ne réduisent pas l'impact fiscal des projets, puisqu'en réalité ils retardent les dépenses budgétaires. En outre, les PPP sont en général des activités risquées pour le secteur public, et donc pour les citoyens¹⁸. Comme le mentionne le rapport 2021 de l'Inter Agency Task Force, «le secteur privé pourrait chercher à transférer davantage de risques aux gouvernements à mesure que la crise les incite à reconsidérer la répartition des risques»¹⁹. Par ailleurs, un intérêt trop marqué pour les PPP peut modifier les priorités d'investissement du secteur public, ce qui peut avoir des effets néfastes sur les femmes et les personnes les plus vulnérables (voir Encadré 1).

Que sont les partenariats public-privé (PPP) et quelles en sont les implications ?

Au cours des dernières décennies, les échecs des privatisations de l'eau, de l'énergie, des chemins de fer et de la santé ont clairement montré dans le monde entier que la privatisation des services publics est une entreprise fondamentalement défectueuse. Cependant, dans le contexte de la crise économique, les gouvernements subissent une pression accrue pour trouver des réponses rapides au maintien des services et au financement des infrastructures. Les PPP ont été une solution largement promue pour dissimuler des emprunts publics, tout en fournissant des garanties d'État à long terme sur les bénéfices des entreprises privées.

Malgré la considérable quantité d'études consacrées à l'étude des PPP, il n'existe pas de définition universellement reconnue du terme. Nous utilisons la définition la plus communément acceptée des PPP, qui peut être formulée comme suit. Un PPP est :

- un arrangement contractuel à moyen ou long terme entre l'État et une entreprise du secteur privé ;
- un arrangement dans lequel le secteur privé participe à la fourniture d'actifs et de services traditionnellement fournis par le gouvernement, tel qu'hôpitaux, écoles, prisons, routes, ponts, tunnels, chemins de fer, eau, services d'assainissement et énergie ;
- un arrangement qui implique une certaine forme de partage des risques entre le secteur public et le secteur privé.

Il existe deux modèles de financement des PPP :

- Les PPP financés par les utilisateurs, où un partenaire privé fait payer au

¹⁷ Willis Towers Watson. 2020. 'Global asset manager AuM tops US\$100 trillion for the first time'. Press Release 19 October 2020, available <https://www.willistowerswatson.com/en-US/News/2020/10/global-asset-manager-aum-tops-us-dollar-100-trillion-for-the-first-time>

¹⁸ https://www.wemos.nl/wp-content/uploads/2021/03/Wemos_Risky-Business-Position-Paper-in-the-Promotion-of-PPPs-in-Healthcare_March-2021.pdf; <https://www.eurodad.org/historyrepeated>

¹⁹ https://unosd.un.org/sites/unosd.un.org/files/financing_for_sustainable_development_report_2021.pdf

public les frais d'utilisation de l'installation, parfois subventionnés par le gouvernement ou les autorités locales.

- Les PPP financés par le gouvernement, où une entreprise du secteur privé construit et gère l'infrastructure et reçoit des paiements réguliers du partenaire public en fonction du niveau de service fourni.

Les deux modèles peuvent — et c'est souvent le cas — peser lourdement sur les finances publiques : les PPP financés par le gouvernement s'appuient fortement sur les dépenses publiques, tandis que même les PPP financés par les utilisateurs peuvent entraîner des coûts pour le gouvernement par le biais de subventions.

La distinction entre avancer des fonds et financer est par ailleurs importante pour aider à comprendre les coûts réels des PPP :

- Quand une entreprise privée finance, elle réunit de l'argent pour réaliser le projet potentiellement par le biais d'instruments de dette et de capitaux propres.
- Les fonds sont un financement pour lequel l'entreprise sera remboursée à long terme. En général, cela n'apparaît pas comme un déficit pour les comptes publics, sauf dans les rares cas où l'actif est considéré comme contrôlé par le gouvernement.

Comme le montre clairement la recherche sur les PPP, bien que le secteur privé puisse apporter un certain financement au départ, sur le long terme, le PPP (y compris les bénéfices des actionnaires et les salaires et primes gonflés des cadres supérieurs) ne peut être financé que par les utilisateurs de l'infrastructure ou du service dans le pays hôte (par exemple, payer un péage pour utiliser un pont, payer des services de santé ou d'éducation) ou par le gouvernement en utilisant l'argent des contribuables. Par conséquent, le personnel du département des affaires fiscales du FMI entre autres a souligné que les PPP peuvent générer une « illusion fiscale » problématique qui peut augmenter les risques fiscaux totaux des PPP et les rendre potentiellement inaccessibles à ceux qui ne peuvent pas se permettre d'en payer les frais²⁰.

La répartition des risques est un point crucial dans les débats sur les PPP. Les projets d'infrastructure sont confrontés à différents types de risques — par exemple les risques liés au projet, les risques macroéconomiques et les risques politiques et réglementaires. Ils peuvent varier selon le pays où le projet est mis en œuvre, la nature du projet et les actifs et services concernés. Pour compenser ces risques, le secteur public offre souvent des subventions ou des garanties qui peuvent générer des incidences financières pour le secteur public. Étant donné que les PPP sont utilisés en tant que mécanisme destiné à fournir des services publics, le « partage des risques » est quelque peu inégal. Le secteur public est toujours le détenteur du risque résiduel en cas d'échec du secteur privé, ce qui, l'histoire le montre, n'est pas rare²¹.

Un autre aspect est le fait que les PPP sont régis par des contrats complexes, ce qui permet la manipulation, notamment par le contractant privé. Comme l'apprennent de plus en plus de gouvernements, ces contrats empêchent également de nouvelles formes d'organisation du personnel et des services dans le but de pouvoir répondre à l'évolution des besoins et de tirer parti du regroupement de différents groupes de personnel selon de nouvelles modalités.

²⁰ Voir FMI (2021) "Mastering the Risky Business of Public-Private Partnerships in Infrastructure"; Cepparulo A, Eusepi G and Giuriato L (2019). "Public-Private Partnership and fiscal illusion: A systematic review". Journal of Infrastructure, Policy and Development; 3(2): 288-309.

²¹ https://www.eurodad.org/sustainable_infrastructure_report

Les financements mixtes peuvent également être problématiques : ils se concentrent souvent sur les pays à revenu intermédiaire et peuvent accorder un traitement préférentiel aux entreprises du secteur privé possédées par les donateurs. Les projets peuvent ne pas correspondre aux plans nationaux et, d'une manière plus générale, échouent à intégrer la transparence, la responsabilité et la participation des parties prenantes, tout en ayant des impacts discutables sur le développement (voir Encadré 2: Financement mixte : qu'est-ce que cela signifie ?)²².

Financement mixte : qu'est-ce que cela signifie ?

Bien qu'il n'existe pas de définition universellement reconnue du financement mixte, le présent dossier retient la définition utilisée par le Programme d'action d'Addis-Abeba, à savoir que le financement mixte associe des financements publics concessionnels à des financements privés non concessionnels et à l'expertise des secteurs public et privé²³. En d'autres termes, cette pratique associe l'aide publique au développement à d'autres ressources privées ou publiques, afin d'obtenir des fonds supplémentaires de la part d'autres acteurs. Le financement mixte est, de fait, une sorte de subvention aux acteurs commerciaux engagés dans les travaux liés au développement.

L'idée principale derrière ce type de financement est qu'une subvention ou une contribution de type subvention fournie par les États peut être utilisée pour éliminer les obstacles et les risques (réels ou perçus) liés aux investissements privés destinés aux activités liées au développement dans les pays du Sud. Par exemple, si une banque commerciale ou un investisseur d'impact a l'impression qu'il n'a pas suffisamment d'informations locales ; s'il y a des lacunes en termes de capacités sur le marché local ; s'il y a des risques de fluctuations monétaires importants ; ou si les acteurs n'ont pas de certitudes sur les effets de l'environnement réglementaire sur leur activité²⁴. Le financement mixte vise à compenser ces risques à l'aide d'une subvention financière. Celle-ci peut prendre plusieurs formes, par exemple : en fournissant une garantie que les investisseurs seront remboursés si les gains escomptés ne se matérialisent pas ; en offrant une assistance technique, une subvention ou un prêt concessionnel à l'entité investie, pour compenser certains des coûts d'un projet.

Le financement mixte est un point clé du processus de suivi du financement du développement — à la fois par le biais de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement et par celui de l'Équipe spéciale interinstitutions des Nations Unies sur le financement du développement (IATF), et il est présenté par certains acteurs du développement comme un outil clé pour mobiliser le financement privé en faveur du développement²⁵. Des études récentes montrent toutefois que les fortes attentes sur ces effets de levier sont irréalistes et que les opérations de financement mixte ne jouent qu'un rôle marginal dans l'augmentation des investissements dans de nombreux pays en développement²⁶. Comme les projets de financement mixte se concrétisent principalement dans les pays à revenu intermédiaire, ce type de financement risque de détourner les financements concessionnels publics des pays et des communautés qui en ont le plus besoin²⁷.

22 https://www.eurodad.org/blended_finance_what_it_is_how_it_works_and_how_it_is_used

23 "Addis Ababa Action Agenda of the Third International Conference on Financing for Development" (United Nations, 2015), Paragraph 48. Concessional public finance usually means Official Development Assistance (ODA).

24 https://d3n8a8pro7vhmx.cloudfront.net/eurodad/pages/250/attachments/original/1588178386/Mixed_messages.pdf?1588178386

25 https://unctad.org/system/files/non-official-document/Eurodad_contribution.pdf

26 https://developmentfinance.un.org/sites/developmentfinance.un.org/files/FSDR_2021.pdf

27 Eurodad (2017), Mixed messages: the rhetoric and the reality of using blended finance to 'leave no-one behind'

L'approche de réduction des risques : transformation du rôle de l'État et des banques multilatérales de développement

Un agenda fortement axé sur la réduction des risques pour les financements privés peut en fait mettre en péril les objectifs des politiques publiques visant le développement durable dans le Sud, y compris la fourniture de services publics, car il laisse les pays plus vulnérables aux crises de la dette. Cet agenda implique une redéfinition du rôle de l'État, ce qui, dans les discussions aux Nations Unies sur le financement du développement, est une préoccupation clé sur laquelle il est nécessaire d'insister. Dans de nombreux cas, l'État se voit défini par sa capacité à mettre en place des réglementations favorables aux entreprises et à faciliter les profits privés en supportant les risques que les investisseurs privés ne sont pas prêts à prendre, plutôt que par sa capacité à garantir le respect des droits humains. Il est clair que ceci a des implications sur la responsabilité démocratique, car les acteurs privés sont principalement responsables devant leurs actionnaires et non devant les citoyens.

Cet agenda fait partie de la mise en œuvre de ce que la professeure Daniela Gabor appelle le « Consensus de Wall Street », qu'elle décrit comme étant « un effort élaboré pour réorganiser les interventions de développement autour de partenariats avec la finance mondiale »²⁸. Cela implique également une nouvelle façon, problématique, d'encadrer le rôle des BMD, à savoir en tant qu'institutions qui éliminent les risques des investissements privés dans les pays en développement et « créent des marchés » à destination des investisseurs privés. Dans le contexte de la crise du COVID-19 et de l'urgence climatique, les nouveaux marchés pour les infrastructures sanitaires et climatiques deviendront probablement des « opportunités d'investissement » pour les investisseurs institutionnels. Mais les risques ne disparaissent pas pour autant ; ils sont trop souvent transférés au bilan de l'État, ce qui est très évident dans le cas des PPP (voir Encadré 1).

Compte tenu de tout cela, il est important de réfléchir au rôle de l'État et des BMD dans le contexte actuel, et aux conditions dans lesquelles le financement privé peut jouer un rôle positif dans le développement.

Des infrastructures durables pour qui ?

S'il est pertinent de travailler avec le secteur privé pour soutenir les ODD, la mobilisation de capitaux privés ne doit pas être considérée comme un objectif en soi. Se concentrer étroitement sur les déficits de financement néglige les problèmes structurels sous-jacents à plus long terme d'un développement mondial inégal. Les chiffres ne disent rien sur le type d'infrastructure nécessaire, pour qui et avec quel objectif. De plus, le type de financement priorisé peut avoir un impact sur le type de projets mis en œuvre et sur le modèle de développement que ces derniers servent²⁹. Par exemple, dans le secteur de la santé, le financement privé est le moteur du développement des infrastructures technologiques, de la commercialisation des services de santé essentiels et de sa concentration dans les milieux urbains denses (et riches), au détriment des services de soins primaires et préventifs, souvent fournis au niveau communautaire, par des prestataires publics ou à but non lucratif³⁰.

Une forte focalisation sur le financement privé pourrait également conduire à donner la priorité aux mégacorridors de transport, qui dans la plupart des cas sont réalisés pour relier les lieux d'extraction des ressources naturelles aux points d'exportation et visent à intégrer les pays en développement dans les chaînes de valeur mondiales, ce qui renforce une division mondiale du

²⁸ <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/abs/10.1111/dech.12645>

²⁹ https://www.eurodad.org/sustainable_infrastructure_report

³⁰ <http://www.wemosresources.org/finance-for-health/best-public-value-for-public-money;>
<http://www.wemosresources.org/finance-for-health/in-the-interest-of-health-for-all>

travail ancrée dans des racines coloniales. Il est donc important d'inscrire cette discussion dans le contexte de la transformation structurelle dont la plupart des pays en développement ont besoin de toute urgence. Penser aux investissements dans les infrastructures à travers le prisme d'une reprise durable et résiliente pourrait autoriser des priorités déterminées démocratiquement, envisager des types d'infrastructures qui servent à réduire la dépendance des pays vis-à-vis des produits de base, tout en favorisant la diversification économique et les transformations socio-économiques.

Une occasion manquée pour une réforme systémique

Nombreux sont ceux qui insistent sur les opportunités offertes par les crises sanitaires, économiques et climatiques actuelles pour promouvoir un redressement qui pourraient offrir une voie vers un avenir plus équitable et durable, plutôt qu'un retour aux sombres réalités qui sont à l'origine de ces crises. Cependant, les tendances politiques dominantes continuent de faire les mêmes choix qu'avant la pandémie malgré le discrédit dont ils sont frappés, tout en espérant, en vain, des résultats différents. Par exemple, il semble y avoir des incohérences significatives dans les manières d'engager le secteur privé : les opportunités de réformes systémiques et d'interventions réglementaires continuent d'être éclipsées par une inclination exagérée à fournir des incitations (y compris des subventions) et à changer l'environnement politique et réglementaire pour réduire les risques (perçus) des investisseurs privés³¹. Ces risques ne disparaissent pas pour autant ; ils sont trop souvent transférés au bilan de l'État, ce qui est très évident dans le cas des PPP (voir Encadré 1).



31 <https://csoforffd.files.wordpress.com/2021/05/ffd-side-event-covid-response-private-sector.pdf>

Face aux obstacles systémiques à la mobilisation des ressources nationales des pays en développement — flux financiers illicites, fardeau insoutenable et illégitime de la dette, accords commerciaux inéquitable, abus fiscaux des multinationales et réglementation insuffisante du secteur financier — le discours dominant ne s'attaque pas à l'incompatibilité entre les intérêts financiers privés (maximisation des profits pour les actionnaires et primes pour les cadres supérieurs), et les types d'investissements à long terme nécessaires à l'avancement des ODD, à la réduction des inégalités mondiales et à la lutte dans le cadre de la crise climatique.

2 Entreprises privées : risques et responsabilités

Lorsque l'on considère le rôle des entreprises privées dans le développement durable, il est important d'avoir un point de vue critique sur d'une part les « opportunités » et sur les « risques » d'autre part³². Tout comme le recours au financement privé pour le développement ne doit pas être une panacée, croire que les sociétés à but lucratif et les approches « multipartites » vont ouvrir la voie au développement durable n'est pas une politique intelligente, surtout si l'on considère que les modèles commerciaux non durables sont au cœur de nombreux défis auxquels les ODD sont justement la réponse. Les principaux risques sont, entre autres, l'écoblanchiment et l'« ODD-blanchiment » des activités commerciales, la gouvernance des ressources naturelles, les conflits liés à la propriété foncière, les déplacements de population et les questions de violence basées sur le sol.

Il est également essentiel de faire la différence, en termes d'analyse et de réglementation, entre les grandes sociétés multinationales et les petites et moyennes entreprises (PME). En ce qui concerne les opportunités, il est essentiel de considérer la contribution continue des PME, des microentreprises et des coopératives en termes de contribution positive aux moyens de subsistance locaux, aux économies diversifiées, à la fourniture d'emplois décent et à la génération de revenus pour les personnes situées au bas de la distribution des revenus.

Un modèle de production non durable est au cœur de bon nombre des défis abordés par les Objectifs de développement durable. Il n'est pas surprenant que la recherche de la maximisation des profits ait conduit les entreprises (en particulier les multinationales) à exploiter les ressources naturelles, entraînant souvent une dégradation de l'environnement, et à minimiser les coûts de main-d'œuvre, souvent au détriment des droits et des conditions des travailleurs.

Une autre dimension de la non-durabilité du modèle de production se retrouve dans les profondes externalités qu'il génère, par exemple en termes d'environnement et de santé. Des études récentes montrent que pour chaque dollar payé par les consommateurs pour des aliments industriels, la société doit prendre en charge deux dollars de coûts sanitaires et environnementaux connexes³³. Dans le même temps, la fiscalité des entreprises continue à ne pas compenser les sociétés pour ces externalités négatives, en raison des effets combinés de la déréglementation financière, de la libéralisation, de la sous-imposition du capital ainsi que des stratégies d'évasion fiscale des entreprises. Dans l'ensemble, celles-ci exploitent les failles des régimes fiscaux nationaux et concentrent les bénéfices dans des juridictions favorables et des paradis fiscaux. En un mot, les profits élevés sont souvent synonymes d'une socialisation des risques et des coûts au détriment des sociétés.

32 <https://csoforffd.files.wordpress.com/2017/12/cs-ffd-group-submission-on-iatf-report-18-december-2017.pdf>

33 ETC Group (2017), Who will feed us? The industrial food chain versus the peasant food web, 3rd edition, <https://www.etcgroup.org/sites/www.etcgroup.org/files/files/etc-whowillfeedus-english-webshare.pdf>

Le véritable défi de l'agenda du développement durable est donc d'ordre politique : il est urgent d'effectuer une transition profonde du modèle non durable de production et de consommation actuel. La tragédie est que rien de tout cela n'est discuté. Au lieu de cela, les plans de sauvetage des gouvernements en réponse à la crise du COVID-19 ont accru le rôle du soutien public au secteur privé aussi bien dans les marchés développés que dans ceux en développement. Un tel soutien va de l'allègement des prêts aux PME jusqu'à la recherche et le développement (de produits pharmaceutiques, par exemple). En conséquence, les contribuables subventionnent les actionnaires des entreprises tandis que les monopoles pharmaceutiques pratiquent des prix excessifs avec les vaccins COVID-19. Les pays riches bloquent les renoncements limités aux droits de propriété intellectuelle qui conduirait à une immunisation mondiale plus rapide et plus équitable³⁴. Alors que les marchés boursiers atteignent des sommets, il est nécessaire de repenser la responsabilité des entreprises à l'égard des sociétés³⁵.

Le multipartenariat et la captation de la gouvernance mondiale par les entreprises

La prolifération des plateformes multipartites de haut niveau est une nouvelle expression de la manière dont la concentration du pouvoir des entreprises atteint de nouveaux domaines d'influence politique, se cachant désormais sous le couvert de l'inclusion et de la participation démocratique.

Les STN ont traditionnellement influencé les politiques et la législation par leurs activités de lobbying et de consultants, encadrées par certaines limites procédurales fondées sur la nature multilatérale et étatique des institutions publiques telles que l'ONU ou les gouvernements nationaux. Ces dernières années, les systèmes d'influence traditionnels ont été complétés, et dans certains domaines remplacés, par des initiatives multipartites (MSI). Leur caractéristique principale est l'implication de « parties prenantes ». Ces parties prenantes sont des acteurs mondiaux qui ont un « intérêt » dans une question, et qui se réunissent pour élaborer des solutions à des questions d'intérêt partagé. Cependant, ces mécanismes reposent sur l'hypothèse implicite que les « parties prenantes » opèrent sur un terrain égal — une prémisse bien éloignée de la réalité de tant de défenseurs des droits humains et de travailleurs assassinés pour avoir défendu leurs droits face à des opérations commerciales ou des projets d'investissement³⁶. Malgré le fait qu'elles soient largement critiquées par le groupe SC FdD et par d'autres mécanismes de la société civile d'engagement avec l'ONU³⁷, les approches multipartites continuent de gagner du terrain au sein des espaces décisionnels mondiaux. Dans son commentaire sur le dernier accord de partenariat entre les Nations unies et le Forum économique mondial, Harris Gleckman déclarait ceci :

« En vertu de cette entente, les hauts dirigeants de l'ONU sont invités au niveau national, régional et international à interagir avec des membres du Forum, dont beaucoup sont en fait à l'origine des problèmes mondiaux que le système de l'ONU a pour mission de résoudre, tel le changement climatique. Ces développements s'inscrivent dans le cadre d'une nouvelle approche de la gouvernance mondiale, dans laquelle une équipe composée de dirigeants d'entreprises, de leaders

34 <https://reliefweb.int/report/world/great-vaccine-robbery-pharmaceutical-corporations-charge-excessive-prices-covid-19>

35 https://developmentfinance.un.org/sites/developmentfinance.un.org/files/FSDR_2021.pdf

36 <https://www.globalwitness.org/en/press-releases/global-witness-reports-227-land-and-environmental-activists-murdered-single-year-worst-figure-record/>

37 Voir les récentes mobilisation des groupes de souveraineté alimentaire contre le Sommet sur les systèmes alimentaires du SGONU : <https://www.foodsystems4people.org>

d'organisations de la société civile, de fonctionnaires étatiques ou onusiens, d'universitaires et d'autres acteurs se chargent de la gouvernance d'une question internationale spécifique. Dans les domaines économiques, sociaux et environnementaux, ce dispositif de gouvernance est appelé multipartenariat, car il est considéré que chaque nouveau décideur global représente une "partie prenante" dans un problème donné. Dans la pratique, ces dispositifs de gouvernance peuvent avoir un rôle égal, voire supérieur à celui tenu par l'organe intergouvernemental officiellement responsable du traitement d'une question universelle³⁸. »

L'Alliance des investisseurs mondiaux pour le développement durable — GISD

L'Alliance GISD est constituée par 30 géants du monde des affaires d'une valeur de 16000 milliards USD qui ont été réunis en 2019 par le Secrétaire général de l'ONU pour relever les défis du financement des ODD. L'Alliance travaille avec l'ONU pour élaborer une définition commune de l'Investissement dans le développement durable (IDD) qui sera adoptée par l'ensemble du secteur financier afin d'aider les investisseurs à orienter leurs placements vers les ODD. Elle a également produit des plateformes pour faciliter les investissements du secteur privé dans les ODD, notamment un fonds négocié en bourse (FNB) sur le climat et une plateforme d'investissement dans les ODD³⁹. Ces standards peuvent également être adoptés par des gouvernements et des organismes internationaux de l'ONU, du G20 ou de l'OCDE, ou influencer leurs politiques.

On trouve dans les membres du GISD parmi les plus grandes banques commerciales et les plus grands investisseurs en combustibles fossiles du monde, comme Bank of America et Citigroup⁴⁰. On y trouve aussi certaines des plus grandes compagnies d'assurance et gestionnaires d'actifs, comme Nuveen (la branche d'investissement du fonds de pension TIAA), connues pour ses investissements fonciers spéculatifs qui favorisent l'accaparement des terres dans le Sud⁴¹.

ESG, ODD et écoblanchiment

L'un des principaux défis entourant l'« investissement durable » reste le caractère vague et volontaire de ses règlements et définitions. L'ancien responsable de l'investissement durable chez BlackRock Inc, le plus grand gestionnaire d'actifs au monde, qui supervise 8,7 billions de dollars, s'est récemment exprimé sans ambages sur les contradictions du secteur : « En vérité, l'investissement durable ne se résume guère plus qu'à un battage marketing, à des opérations de relations publiques et à des promesses mensongères de la part de la communauté des investisseurs. Les fonds communs de placement existants sont malhonnêtement rebaptisés "verts" — sans changement perceptible du fonds lui-même ou de ses stratégies sous-jacentes — simplement pour sauver les apparences et à des fins de marketing. »⁴²

38 Harris Gleckman, They Call It Multistakeholderism. Where Does That Leave the UN? TNI, 2019 <https://www.tni.org/en/article/they-call-it-multistakeholderism-where-does-that-leave-the-un>

39 <https://www.gisdalliance.org/news/business-leaders-join-secretary-general-ramp-delivery-critical-investment-tools-mobilize>

40 <https://www.ran.org/wp-content/uploads/2021/03/Banking-on-Climate-Chaos-2021.pdf>

41 <https://www.stoplandgrabs.org/en-us/reports/farmland-speculation-and-land-grabbing-in-brazil/29-category-en-us/reports/farmland-speculation-and-land-grabbing-in-brazil/141-tiaa-s-farmland-funds-linked-to-fires-conflicts-and-legacy-deforestation-risks-in-brazil>

42 <https://eu.usatoday.com/story/opinion/2021/03/16/wall-street-esg-sustainable-investing-greenwashing-column/6948923002/>

Plus de 250 fonds européens existants ont modifié leurs objectifs d'investissement pour adopter une position ESG en 2020⁴³. L'ancien dirigeant de BlackRock soutient que les efforts de marketing de l'industrie de la gestion d'actifs sont « un placebo » pour faire face à la crise climatique et ne devraient pas remplacer l'action gouvernementale. « Un "marché libre" ne se corrigera pas et ne réglera pas le problème de lui-même », écrit-il⁴⁴. La professeure Daniela Gabor est du même avis : « cet écoblanchiment est une caractéristique, et non un problème, de la décarbonisation menée par la grande finance. Il permet à la finance privée à la fois de bénéficier des subventions vertes promises par les banques centrales et d'éviter que les bénéficiaires profitent aux forces démocratiques qui pourraient, un jour, passer des cajoleries à la pénalisation des financiers du carbone. »⁴⁵

La financiarisation verte

Les programmes verts dirigés par le secteur privé et financier, tel que les obligations vertes, les enclos verts pour « compenser » les émissions de carbone, les échanges « dette-nature » et les investissements d'impact, par exemple, marchandisent et financiarisent l'environnement tout en déposédant les communautés⁴⁶. Récemment, un document de référence exposant les priorités en matière de financement privé pour la COP26⁴⁷ a insisté sur la nécessité de créer de nouveaux marchés pour le financement privé en réduisant les risques des investissements comme moyen d'atteindre les objectifs climatiques.

Initiée principalement par les marchés financiers des pays riches, la financiarisation verte promeut de fausses solutions telles que les systèmes d'échange de carbone, la géo-ingénierie et la capture et le stockage du carbone, qui permettent aux pollueurs de payer des frais relativement faibles tout en poursuivant leurs activités habituelles et en accumulant des profits grâce à des activités extractives dans les mines, les plantations, les forêts, les terres et les sources d'eau du Sud⁴⁸.

Les mécanismes d'échange et de compensation des émissions de carbone ne s'attaquent pas aux causes réelles de la crise climatique et ne parviennent pas à réduire les émissions ou à modifier de manière significative les politiques climatiques. En outre, les mécanismes de compensation du carbone ont eu de graves répercussions sur les peuples autochtones et les communautés locales, tout en détournant la responsabilité des pollueurs historiques et en bloquant les actions urgentes et équitables visant à réparer l'injustice climatique et à réduire l'extraction et la consommation de ressources demandées par les pays donateurs.

43 <https://www.morningstar.co.uk/uk/news/209411/sustainable-funds-record-breaking-year.aspx>

44 <https://www.bloomberg.com/opinion/articles/2021-03-23/former-blackrock-executive-tariq-fancy-blows-the-greenwashing-whistle>

45 <https://www.theguardian.com/commentisfree/2021/jun/04/private-finance-decarbonise-economies-green-state>

46 <https://www.oaklandinstitute.org/evicted-carbon-credits-green-resources>

47 https://ukcop26.org/wp-content/uploads/2020/11/COP26-Private-Finance-Hub-Strategy_Nov-2020v4.1.pdf

48 https://wedo.org/wp-content/uploads/2021/06/FemEconClimate-ActionNexus_Brief_FemGND-1.pdf

NOTRE RECOMMANDATION : S'ATTAQUER AUX DISSUASIONS SYSTÉMIQUES À LA MOBILISATION DES RESSOURCES PUBLIQUES ET ARRÊTER DE DONNER LA PRIORITÉ AUX FAUSSES SOLUTIONS

Les prescriptions politiques déjà testées, mais désastreuses promues par les institutions financières internationales (IFI) au cours des dernières décennies et qui imprègnent de plus en plus de discussions sur le FdD ne nous ont manifestement pas rapprochés de la réalisation des objectifs de l'Agenda 2030, et encore moins de la préparation aux impacts du système économique extractif⁴⁹, de la pandémie de COVID-19⁵⁰ et de l'urgence climatique⁵¹. Pourtant, les leçons tirées des conséquences destructrices de la privatisation et de l'austérité, ainsi que des risques liés au fait de s'appuyer sur des financements privés et des marchés dérégulés pour fournir des biens publics, ne sont toujours pas ni reconnues ni mises en œuvre de manière transformatrice. Les risques climatiques et sanitaires ont été de plus en plus souvent traités par des réponses similaires axées sur le marché, poussées par le lobbying du secteur privé⁵², les pays donateurs et l'approche «financement privé d'abord» des IFI. Mais les modèles économiques façonnés par la volonté d'attirer les investisseurs privés, la recherche de la croissance économique à tout prix et la «responsabilité fiscale» s'avèrent aujourd'hui mortels en temps de crise et sont inadaptés face aux défis futurs inévitables.

Reprendre là où nous nous étions arrêtés avant les crises (Build Back Better) ne nous rendra pas plus résilients ou mieux préparés à faire face aux nouvelles pandémies et aux catastrophes liées au climat. Répéter des stratégies qui ont échoué, tel que la privatisation ou la dérégulation de la finance mondiale ne nous aidera pas à mieux faire face aux chocs actuels et futurs ni à les surmonter. Les

49 <https://cgt.columbia.edu/news/capital-versus-life-corporate-capture-financialization-financial-extractivism/>

50 <https://www.independent.co.uk/environment/coronavirus-meat-animal-farming-pandemic-disease-wet-markets-a9505626.html>

51 <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S1353829217311966>

52 <https://www.weforum.org/agenda/2020/01/unlocking-sdg-financing-decade-delivery>

preuves d'un impact positif de la finance privée sur le développement durable sont en fait ténues et dans certains secteurs — par exemple, la privatisation et la commercialisation de l'éducation, de la santé, de l'approvisionnement en eau et d'autres services essentiels — des preuves substantielles attestent les impacts négatifs sur l'égalité et l'inclusion. Si les pays en développement restent enfermés dans l'extraction des ressources, les financements (controversés) privés et la dépendance à l'égard de l'aide au lieu de s'orienter vers une diversification économique, nous ne verrons pas le renforcement des capacités productives, les stratégies à long terme de mobilisation des ressources nationales, le développement durable et la transformation socio-économique.

Le réalignement des modèles commerciaux sur les impératifs du développement durable ne passera pas par des démarches volontaires. Il requiert un nouvel ensemble de normes, de politiques et d'investissements publics audacieux. Il requiert la réaffirmation, plutôt que l'abdication, du rôle de l'État dans la définition d'un nouvel ensemble de règles mondiales. Il exige le courage de mettre fin aux investissements non durables et aux pratiques prédatrices.

Pour remédier à cela, le groupe SC FdD propose :

- **De reconnaître que les principes volontaires sont insuffisants : nous appelons les gouvernements à s'engager de manière constructive dans les développements en cours au sein du Conseil des droits humains vers un instrument international juridiquement contraignant sur les sociétés transnationales et autres entreprises commerciales comme première étape dans la réglementation des sociétés transnationales.**
- **De donner la priorité au financement public, car il est souvent moins coûteux, plus durable financièrement et plus directement responsable devant les citoyens que le financement privé. En outre, les interventions publiques sont essentielles pour des raisons d'équité sociale ou lorsque les rendements sociaux sont beaucoup plus importants que les rendements privés. Cela nécessite de**
- **Mettre en place un plan ambitieux au niveau international pour accroître la mobilisation des ressources nationales et élargir l'espace fiscal, notamment par :**
 - * la répression des pertes de ressources publiques dues à l'abus fiscal (voir la note d'information du groupe SC FdD sur la MRN)
 - * le traitement des dettes insoutenables par le biais d'un nouveau mécanisme équitable, démocratique et transparent de règlement de la dette souveraine au sein de l'ONU (voir le dossier du groupe SC FdD sur la dette)
 - * le retrait ou le rejet de nouveaux accords commerciaux internationaux injustes (voir le dossier du groupe SC FdD sur le commerce), et
 - * l'augmentation des niveaux et de la qualité des ressources concessionnelles internationales avec une approche prudente et basée sur la réalité du financement mixte (voir le dossier du groupe SC FdD sur la coopération internationale au développement)

- Promouvoir les politiques industrielles en tant qu'éléments essentiels des stratégies nationales de développement pour les pays du Sud. Celles-ci peuvent permettre aux États de s'éloigner de leur dépendance aux produits de base et des stratégies axées sur l'exportation pour s'orienter vers une transformation socio-économique par le biais d'économies diversifiées, dynamiques, inclusives et durables.
- De voir la mise en œuvre de manière effective par les gouvernements et les entreprises privées des normes internationales du travail et des conventions de l'OIT, des principes directeurs de l'ONU relatifs aux entreprises et aux droits humains, et de mécanismes efficaces pour résoudre les abus et fournir des recours adéquats, en particulier pour les peuples autochtones, les paysans et les communautés rurales. En outre, les gouvernements doivent garantir la contribution des entreprises aux systèmes fiscaux nationaux et s'attaquer à la fraude et à l'évasion fiscales. L'actuel impôt mondial minimum de 15 % sur les sociétés transnationales est une mesure bienvenue, mais insuffisante.
- D'analyser les résultats des PPP et de l'approche « financement privé d'abord » en matière de développement.
 - * Nous rejetons les politiques problématiques de « priorité au financement privé » pour le financement du développement et mettons en garde contre l'hypothèse irréaliste selon laquelle le financement privé comblerait les déficits de financement. Alors que les donateurs et les institutions font la promotion d'outils dont l'impact sur le développement reste à prouver, la réalité est qu'ils ne respectent pas leurs propres engagements qui sont plutôt en régression.
 - * Nous appelons les gouvernements à déclarer un moratoire sur le financement, la promotion ou l'évaluation technique des PPP et des approches de « financement privé d'abord » jusqu'à ce qu'un examen indépendant de leurs résultats sur le développement soit réalisé.
 - * Il faut dévaloriser le financement privé comme source de financement du développement et développer des options de politique publique et des réglementations pour que les entreprises privées servent le développement durable.
- De s'appuyer sur la vaste expertise des rapporteurs spéciaux du Conseil des droits humains de l'ONU dans l'analyse des impacts des activités des entreprises sur la réalisation des droits humains, dont bien sûr le processus qui aboutira à la divulgation obligatoire des rapports financiers et non financiers pour soutenir une plus grande information sur l'impact des activités des entreprises.

COMMENT AGIR ?

Le groupe SC FdD s'est engagé dans des campagnes et des actions de plaidoyer appelant à une coopération internationale plus forte en matière fiscale ainsi qu'à la démocratisation de la gouvernance fiscale mondiale par le biais d'approches multiples. Parmi les exemples, citons : l'engagement direct du secteur privé des affaires et de la finance dans le processus du FdD en fournissant des inputs aux rapports annuels sur le Financement du développement durable, aux négociations du Forum FdD, FdD à l'ère du COVID19 et au-delà.

Pour rejoindre le groupe SC FdD, il suffit de remplir le questionnaire suivant (en anglais) : csoforffd.org/join-the-cso-ffd-group

REMERCIEMENTS

Ce dossier a été développé sur la base d'un travail collectif effectué par le groupe FdD de la société civile. Nous tenons à remercier les coordinateurs et les membres du groupe de travail sur le financement privé du groupe SC FdD, notamment : Maria Jose Romero (Eurodad), Rodolfo Lahoy (IBON International), David Boys (Public Services International), Barbara Fienieg (Wemos).



CONTACTER

 csoforffd.org

 addiscoordinatinggroup@gmail.com

 [CSO Financing for Development Group](https://www.facebook.com/CSOFinancingforDevelopmentGroup)

 [CS FfD Group \(@cs_ffd\)](https://twitter.com/cs_ffd)